

machen könne. Auch das darf entgegen der Ansicht des Beklagten als Billigkeitsmoment gewürdigt werden. Es lässt sich nicht bestreiten, dass in Fällen, wo der Schaden durch Zahlungen Dritter zum grossen Teil gedeckt werden kann, das Bedürfnis nach der Zusprechung eines Ersatzes auf Grund von Art. 54 Abs. 1 OR gering ist. Dann ist es aber auch gegeben, das Fehlen einer solchen anderweitigen Schadensdeckung als Grund gelten zu lassen, der die Verpflichtung zur Bezahlung eines Ersatzes aus Billigkeitsgründen nahe legen kann. Nicht angängig ist es dagegen, etwa unter diesem Gesichtspunkt auch das Bestehen einer Bürgschaft zu berücksichtigen und eine erhöhte Ersatzpflicht des Unzurechnungsfähigen anzunehmen mit der Begründung, nicht er, sondern der Bürge müsse ja bezahlen; denn da diesem ein Rückgriffsrecht auf den Hauptschuldner zusteht, ist es letzten Endes doch er, der belastet wird.

7. —

8. — Es liegen somit verschiedene Momente vor, die eine Verurteilung Schweizers zu einer gewissen Entschädigung zu rechtfertigen vermögen, obschon er, gemessen an den Verhältnissen des Kantons Zürich, der viel weniger zahlungskräftige Teil ist. Immerhin sind die für eine Ersatzpflicht sprechenden Billigkeitsgründe nicht derart, dass es am Platze wäre, Schweizer auf unabsehbare Zeiten hinaus finanziell schwer zu belasten. Das wäre aber der Fall, wenn er verurteilt würde, über den Betrag von rund Fr. 8200.— hinaus, den er bereits durch Verrechnung mit Besoldungsansprüchen für 1942 und durch Freigabe von Rentenansprüchen geleistet hat, weitere Fr. 12,000.— zu bezahlen. Das müsste dazu führen, dass er mit seiner Familie auf unverhältnismässig lange Zeit auf das Existenzminimum gesetzt wäre. Eine solche Belastung wäre jedoch zweifellos unbillig, wenn man in Betracht zieht, dass Schweizer zur Zeit der Begehung der Tat unzurechnungsfähig war und darum grundsätzlich für deren Folgen nicht haftbar gemacht werden kann. Er hat vielmehr Anspruch

darauf, dass ihm und seiner Familie ein wenigstens annähernd standesgemässes Auskommen nicht auf allzulange Zeit entzogen bleibt (vgl. in diesem Sinne auch § 829 BGB, der die Belassung dieses Minimums in Fällen von Billigkeitshaftung generell vorschreibt). Dies erscheint umso mehr geboten, als Schweizer nicht mehr pensionsberechtigt ist und die Gefahr eines Rückfalles in seine Krankheit nicht ausserhalb des Bereiches der Möglichkeit liegt.

51. *Extrait de l'arrêt de la 1^{re} Cour civile du 23 octobre 1945 dans la cause Lavanchy c. Vontobel.*

Concurrence déloyale (art. 48 CO). Sur le marché libre, celui qui vend à bas prix et porte ainsi préjudice aux concurrents ne commet un acte illicite que s'il use de procédés contraires aux règles de la bonne foi, par ex. s'il se procure à bon marché par des moyens frauduleux la marchandise qu'il vend.

Unlauterer Wettbewerb, Art. 48 OR. Wer im freien Handel zu niedrigem Preis verkauft und dadurch die Konkurrenz schädigt, macht sich keines unlauteren Wettbewerbs schuldig, es sei denn, er wende gegen Treu und Glauben verstossende Mittel an, indem er sich z. B. die Ware auf betrügerische Weise billig verschafft.

Concorrenza sleale (art. 48 CO). Chi, sul mercato libero, vende a prezzo basso e porta così pregiudizio ai concorrenti, commette un atto illecito soltanto se fa uso di procedimenti contrari alla buona fede, p. es. se si procura a buon mercato, mediante mezzi fraudolenti, la merce che vende.

A. — Charles Vontobel est fleuriste en gros et au détail, André Lavanchy, seulement fleuriste en gros, sur la place de Genève. Ils sont concurrents. Au cours de l'hiver 1940-1941, Vontobel remarqua que Lavanchy vendait à des détaillants des fleurs provenant de l'étranger, notamment de France, à des prix plus bas qu'il ne pouvait le faire lui-même. Soupçonnant des actes irréguliers, il provoqua une enquête. Elle révéla que Lavanchy payait à Annemasse et Moillesulaz (France) en argent français exporté hors clearing la marchandise achetée dans le Midi de la France. De cette manière, il l'avait à bon compte et pouvait la revendre à bas prix. Le Tribunal de police de Genève condamna Lavanchy à deux mille

francs d'amende, au paiement d'une indemnité de 300 fr. à l'Office suisse de compensation et réserva les droits de Vontobel, partie civile. L'administration des douanes françaises infligea de son côté à Lavanchy une amende de 25 000 fr. fr.

B. — Par exploit introductif d'instance du 1^{er} novembre 1943, Vontobel a actionné Lavanchy devant la Cour de justice civile du canton de Genève en paiement de 5000 fr. de dommages-intérêts avec intérêts à 5 % dès le 13 mai 1943. Il reprochait au défendeur des actes de concurrence déloyale dommageables (art. 48 CO). Lavanchy a conclu au déboutement du demandeur et à sa condamnation à une amende et des dommages-intérêts.

Statuant comme juridiction unique, la Cour a condamné le 6 juillet 1945 le défendeur à payer au demandeur la somme de 1000 fr. avec intérêts à 5 % dès le 1^{er} novembre 1943. Elle a débouté le défendeur de ses conclusions et mis les dépens de l'instance à sa charge.

C. — Contre ce jugement, le défendeur a recouru en réforme au Tribunal fédéral. Il a été débouté.

Extrait des motifs :

Le comportement dommageable que le demandeur reproche au défendeur consiste dans le gâchage des prix. Les parties n'étaient liées par aucune convention les obligeant à pratiquer certains prix. Le défendeur n'a pas non plus enfreint une fixation officielle du prix de ses marchandises. La demande de dommages-intérêts se fonde exclusivement sur l'art. 48 CO qui était encore applicable lors des actes critiqués.

Sur le marché libre, les prix sont en principe libres. Le vendeur les fixe à sa guise. S'il vend à bon compte et porte ainsi préjudice aux concurrents, qui perdent des clients ou se voient contraints de vendre meilleur marché, il ne commet pas pour autant un acte illicite. Le dommage causé est la conséquence naturelle de la libre concurrence (RO 52 II 381). Le rabaisien ne tombe sous le coup de l'art. 48 CO que s'il use de procédés contraires

aux règles de la bonne foi. Il en sera indiscutablement ainsi du commerçant qui utilise pour des fins de concurrence un avantage obtenu de manière illicite, imposant aux négociants honnêtes des prix auxquels ils ne peuvent vendre leurs marchandises parce qu'ils les achètent en respectant la loi.

D'après les constatations du juge du fait, cet état de choses est réalisé dans l'espèce. Du dossier et notamment du jugement du Tribunal de police genevois, du 5 avril 1945, il appert ceci :

Le défendeur a fait venir d'Antibes des marchandises non facturées pour échapper ainsi aux versements au clearing. Son allégation qu'il s'agissait d'une compensation pour perte de marchandises est controvérsée. Il aurait dû déduire sur la facture le prix des fleurs avariées et en informer l'Office suisse de compensation en justifiant cette diminution. Au lieu de procéder ainsi, il a présenté aux organes des douanes une facture inexacte. Le défendeur a en outre payé les frais de transport avec de l'argent français introduit en France sans passer par le clearing.

En agissant ainsi, le défendeur a contrevenu aux arrêtés du Conseil fédéral du 6 juillet 1940 instituant des mesures provisoires pour le règlement des paiements entre la Suisse et différents pays et du 13 novembre 1940 relatif au paiement des marchandises, frais accessoires et autres obligations similaires entre la Suisse et la France (ROLF 1940 p. 1232 et 1865). Pour se justifier, le défendeur se borne à dire que s'il n'a pas recouru contre le jugement du Tribunal de police cela ne signifie pas qu'il l'admette : « L'examen du dossier suffira à faire constater à quel point cette condamnation reposait sur des bases fragiles ». Sans doute le juge civil n'est-il pas lié par la condamnation pénale (art. 53 CO), mais la dénégation générale du défendeur ne saurait suffire à éveiller des doutes au sujet de sa faute et à invalider l'appréciation des circonstances du cas par le Tribunal de police.

D'après la constatation de la Cour de justice civile, le défendeur a dépensé pour la marchandise importée beau-

coup moins que s'il avait suivi la voie légale, et grâce à des moyens illicites il a pu la vendre sur la place de Genève à des prix très inférieurs à ceux des concurrents qui procédaient correctement.

D'autres facteurs, indiqués par le défendeur, peuvent avoir contribué à créer la différence des prix, mais elle est inexplicable sans les avantages frauduleux obtenus. La relation de causalité entre les agissements déloyaux du défendeur et l'avalancement des prix est ainsi établie en fait pour le Tribunal fédéral...

52. Auszug aus dem Urteil der I. Zivilabteilung vom 10. Juli 1945 i. S. Versicherungsverband schweizerischer Transportunternehmungen gegen Schweizerische Bundesbahnen.

Vertrag zwischen zwei Bahnunternehmungen über die gemeinsame Benützung einer Bahnstation. Rechtsnatur des Vertrags. Haftung für Hilfspersonen, Voraussetzungen für die Anwendbarkeit von Art. 101 Abs. 3 OR.

Convention de deux entreprises de chemin de fer pour l'utilisation commune d'une gare. Nature juridique du contrat. Responsabilité pour les auxiliaires; condition de l'applicabilité de l'art. 101 al. 3 CO.

Convenzione conclusa tra due imprese ferroviarie per l'utilizzazione in comune d'una stazione. Natura giuridica del contratto. Responsabilità per persone ausiliarie; condizioni da cui dipende l'applicazione dell'art. 101 cp. 3 CO.

Aus dem Tatbestand:

Die SBB-Station Sihlbrugg an der Strecke Zürich-Zug bildet gleichzeitig die Endstation der Sihltalbahn und wird von dieser auf Grund eines sog. Gemeinschaftsvertrages mitbenützt. Nach den Bestimmungen des Vertrags wird der gesamte Stationsdienst von den SBB besorgt.

Am 16. Mai 1939 stiessen auf der einspurigen Strecke der Sihltalbahn Sihlbrugg-Sihlwald zwei Züge zusammen, weil einerseits der Stationsvorstand von Sihlbrugg einen von dort mit Verspätung abgehenden Zug abgefertigt und andererseits ein Stationsbeamter nach Sihlwald telephonierte, der dort auf die Kreuzung wartende Gegenzug könne nach Sihlbrugg abfahren.

In einem Prozess über die Tragung der finanziellen Folgen dieses Zusammenstosses verlangte der Versicherungsverband schweizerischer Transportunternehmungen als Zessionar der Sihltalbahn von den SBB unter anderm auch die Rückerstattung der Schadenersatzbeträge, welche die Sihltalbahn an die Reisenden ausbezahlt hatte, die bei dem Zusammenstoss verletzt worden waren.

Die SBB beriefen sich diesem Begehren gegenüber darauf, dass im Gemeinschaftsvertrag ausdrücklich bestimmt sei, jede Verwaltung hafte für allen Schaden, der die in ihren Zügen befindlichen Reisenden betreffe.

Der klägerische Verband nahm den Standpunkt ein, diese auf eine Wegbedingung jeder Haftung der SBB für ihr Personal hinauslaufende Bestimmung sei unzulässig, weil nach Art. 101 Abs. 3 OR die Haftung für Hilfspersonen höchstens für leichtes Verschulden wegbedungen werden könne, wenn die Haftung aus dem Betrieb eines obrigkeitlich konzessionierten Gewerbes folge, was hier der Fall sei.

Die SBB bestritten die Anwendbarkeit von Art. 101 OR, weil es sich bei dem Gemeinschaftsvertrag um ein öffentlichrechtliches Vertragsverhältnis handle.

Das Bundesgericht hat die Anwendbarkeit von Art. 101 OR grundsätzlich bejaht, dagegen die Voraussetzungen für eine Einschränkung der Wegbedingung der Haftung verneint, auf Grund der folgenden

Erwägungen:

4. — Art. 101 OR bestimmt zunächst, wer die Erfüllung einer Schuldpflicht oder die Ausübung eines Rechtes aus einem Schuldverhältnis, wenn auch befugterweise, durch eine Hilfsperson, wie Hausgenossen, Arbeiter oder Angestellte vornehmen lasse, habe dem andern den Schaden zu ersetzen, den die Hilfsperson in Ausübung ihrer Verpflichtungen verursache (Abs. 1). Diese Haftung kann gemäss Abs. 2 durch eine zum voraus getroffene Abrede beschränkt oder aufgehoben werden. In Abs. 3 wird dann jedoch im Sinne einer exceptio exceptionis angeordnet,